

Patrick OLLIER

*Hauts-de-Seine (7^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 10 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 28 juin 2007]

Président de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 juin 2007]

Membre du conseil d'administration de l'agence de financement des infrastructures de transport de France [J.O. des 11 octobre 2007 et 9 mars 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 18 décembre 2007]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs [J.O. du 19 décembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [J.O. du 15 mai 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 4 et 24 juillet 2008]

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [J.O. des 10 et 24 juillet 2008]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant

en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 16 et 24 juillet 2008]

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie [J.O. des 18 et 24 juillet 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi en faveur des revenus du travail (n° 1096) [16 septembre 2008]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 149 tendant à autoriser le retour aux tarifs réglementés d'électricité pour les consommateurs particuliers et les petits professionnels [2 août 2007]

Rapport pour avis déposé au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, en faveur des revenus du travail (n° 1096) [17 septembre 2008] (n° 1108)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTION AU GOUVERNEMENT*

Environnement. Agriculture. OGM [20 mai 2008] (p. 2180)

RAPPEL AU RÈGLEMENT

Considère inadmissible l'annulation soudaine d'une réunion de commission élargie consacrée au budget du logement et de l'habitat [25 octobre 2007] (p. 3285)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg : déclare que les propos du sénateur Le Grand font peser un lourd soupçon de corruption sur des parlementaires et qu'il "n'accepte pas qu'on porte atteinte à son honneur pas plus qu'à celui des députés qui, ici, font un choix de société librement" ; il ajoute que la mise au point de M. Montebourg est "inacceptable" [2 avril 2008] (p. 1165)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : répond que le nombre important d'amendements déposés, qui plus est tardivement, sur la LME oblige effectivement la commission à se réunir une troisième fois [4 juin 2008] (p. 2863)

Intervient sur le rappel au règlement de M. François Brottes : répond que le groupe socialiste a déposé certes dans les "délais légaux", mais tardivement malgré tout, une masse de 500 amendements qui a provoqué un "embouteillage" au service de la séance de l'Assemblée, obligeant la commission à se réunir à nouveau au titre de l'article 91 pour les examiner [4 juin 2008] (p. 2866)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert : condamne le dépôt de multiples amendements identiques par le groupe socialiste [23 septembre 2008] (p. 4998)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert : dénonce "la logique d'obstruction" du groupe socialiste [23 septembre 2008] (p. 5005)

DÉBATS

Projet de loi n° 101 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 juillet 2007] (p. 2457, 2501) ; [31 juillet 2007] (p. 2529)

Son intervention (p. 2491)

Thèmes :

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'aller et de venir (p. 2492)

Politique sociale : dialogue social (p. 2492, 2493)

Secteur public : service minimum (p. 2492, 2493)

Secteur public : services publics (p. 2492)

Transports ferroviaires : grèves (p. 2492)

Transports ferroviaires : SNCF (p. 2492)

Transports urbains : RATP (p. 2492)

Travail : syndicats (p. 2492)

Déclaration du Gouvernement n° 246 sur le Grenelle de l'environnement

[3 octobre 2007] (p. 2575)

Son intervention (p. 2586)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 2587)

Energie et carburants : biocarburants (p. 2586)

Environnement : biodiversité : protection (p. 2586)

Environnement : développement durable (p. 2587)

Logement : économies d'énergie (p. 2587)

Parlement : rôle : politique de l'environnement (p. 2586)

Politiques communautaires : politique de l'environnement (p. 2587)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre

2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Après l'article 10

Son rappel au règlement (cf. supra) [25 octobre 2007] (p. 3285)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

DÉVELOPPEMENT ET RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 5) :

- Réunion de la commission des finances du 6 novembre 2007

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 5, 12, 18, 25)

Thèmes :

Administration : simplifications administratives : petites et moyennes entreprises (p. 12)

Commerce extérieur : missions économiques (p. 13, 18)

Environnement : changements climatiques : politique du tourisme (p. 25)

Lois de finances : nomenclature budgétaire : tourisme et loisirs (p. 25)

POLITIQUE DES TERRITOIRES

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 93) :

- Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 31 octobre 2007

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 93)

Thèmes :

Aménagement du territoire : littoral (p. 93)

Aménagement du territoire : Délégation à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) (p. 93)

Aménagement du territoire : montagne (p. 93)

Aménagement du territoire : pôles d'excellence rurale (PER) (p. 93)

Aménagement du territoire : schéma national d'aménagement et de développement du territoire (p. 93)

Environnement : Grenelle de l'environnement : politique des transports (p. 93)

Politique économique : pôles de compétitivité (p. 93)
 Transports par eau : transports fluviaux (p. 93)

VILLE ET LOGEMENT

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 41) :

- *Réunion de la commission des finances du 13 novembre 2007*

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 41, 54 et s.)

Thèmes :

Aménagement du territoire : quartiers défavorisés : allègement des charges sociales (p. 55, 60)

Bâtiment et travaux publics : construction : simplifications administratives (p. 55)

Logement : politique du logement : Ile-de-France (p. 54)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 41)

Politique sociale : lutte contre l'exclusion : jeunes (p. 55)

Projet de loi n° 285 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans les domaines économique et financier

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 novembre 2007] (p. 4389)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4401)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4469)

Thème :

Assemblée nationale : commission des affaires économiques : conditions de travail (p. 4469 et s.)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)

Avant le titre Ier

Intervient sur l'adt n° 87 de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'adt n° 88 de M. Jean Gaubert (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'adt n° 89 de M. François Brottes (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'adt n° 90 de Mme Corinne Erhel (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'adt n° 91 de Mme Frédérique Massat (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'adt n° 93 de M. Patrick Roy (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'adt n° 94 de Mme Marylise Lebranchu (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'adt n° 95 de M. Jean-Yves Le Déaut (action de groupe) (p. 4479)

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4518)

Intervient sur l'adt n° 74 de M. Jean Gaubert (création d'un fichier national des crédits aux consommateurs) (p. 4621 et s.)

Intervient sur l'adt n° 213 de M. Jean Dionis du Séjour (création d'un répertoire national des crédits aux particuliers pour des besoins non professionnels) (p. 4621 et s.)

Article 2 (convention unique formalisant le résultat de la négociation commerciale)

Son intervention (p. 4660)

Article 3 (modification du régime des contrats types agricoles)

Son intervention (p. 4704)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 257 de M. Jean Gaubert (groupement d'intérêt commercial et artisanal des commerçants et artisans des centres villes ou des zones touristiques) (p. 4723)

Article 7 (gratuité des temps d'attente "on-net" et services après-vente accessibles via des numéros non surtaxés vers tout fournisseur de services de communications électroniques)

Son intervention (p. 4748 et s.)

Après l'article 7

Son sous-amendement n° 332 (interdiction d'une taxation spécifique pour la mise en relation avec le service des renseignements téléphoniques) à l'adt n° 270 de M. Didier Migaud (interdiction de toute taxation spécifique supplémentaire aux appels émis

vers des services de renseignements téléphoniques) (p. 4756) : adopté (p. 4757)

Après l'article 8

Intervient sur l'adt n° 172 de Mme Marie-Anne Montchamp (création de centres relais téléphoniques destinés aux personnes sourdes et malentendantes) (p. 4761)

Après l'article 10

Intervient sur l'adt n° 146 de M. Jean Gaubert (colocation dans les logements locatifs sociaux) (p. 4777)

Intervient sur l'adt n° 50 de la commission (étiquetage écologique des produits) (p. 4778)

Intervient sur l'adt n° 121 de M. Jean Gaubert (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de l'électricité) (p. 4780)

Intervient sur l'adt n° 204 de M. Jean Gaubert (possibilité en cas de déménagement pour les consommateurs non domestiques ayant exercé leur éligibilité de revenir au tarif réglementé de gaz) (p. 4780)

Intervient sur l'adt n° 132 de M. Jean Gaubert (obligation pour tout fournisseur d'énergie d'adresser à chacun de ses clients une information détaillée de son profil de consommation avec chaque facture) (p. 4780)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE
PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [20 décembre 2007] (p. 5519)

Son intervention en qualité de vice-président de la commission mixte paritaire (p. 5528)

Thèmes :

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 5529)

Commerce et artisanat : ouverture le dimanche (p. 5529)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 5529)

Parlement : commissions mixtes paritaires (p. 5529)

Télécommunications : gratuité du temps d'attente (p. 5529)

Télécommunications : opérateurs : licences (p. 5529)

Projet de loi n° 398 renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4801)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 4804)

Thèmes :

Animaux : animaux dangereux : vente (p. 4804)

Animaux : propriétaires de chiens dangereux : attestation d'aptitude (p. 4804)

Assemblée nationale : missions d'information : animaux dangereux (p. 4805)

Discussion des articles [28 novembre 2007] (p. 4822)

Article 1er A (observatoire national du comportement canin)

Son intervention (p. 4823)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 34 de Mme Arlette Franco (déclaration des animaux d'espèce non domestique) (p. 4827)

Intervient sur l'adt n° 8 rectifié de la commission (création d'un fichier national canin) (p. 4828)

Intervient sur le sous-adt n° 111 rectifié de M. Antoine Herth (inscription au fichier des chats et animaux de vente) à l'adt n° 8 rectifié de la commission (p. 4828)

Après l'article 5 quater

Son intervention (p. 4833)

Article 8 bis (renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents graves ou d'homicide)

Son intervention (p. 4835)

Article 13 (modalités d'entrée en vigueur de la formation des détenteurs de chiens et de l'évaluation comportementale)

Son intervention (p. 4838)

Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour 2007

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ; [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)

Après l'article 20

Intervient sur l'adt n° 199 de M. Gérard Hamel (vente de biens immobiliers à des établissements publics fonciers en vue de la construction de logements sociaux : exonération des plus-values et délai de revente porté de un an à trois ans) (p. 5099)

Proposition de loi n° 238 relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [11 décembre 2007] (p. 5206, 5219)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 5209)

Son intervention sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 5240)

Thèmes :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 5209, 5241)

Energie et carburants : tarif transitoire (p. 5209)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 137)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 146)

Thème :

Consommation : protection des consommateurs : énergie et carburants (p. 147)

Discussion des articles [10 janvier 2008] (p. 147)

Article 1er (conditions de retour au tarif réglementé d'électricité pour les ménages et les petits consommateurs professionnels)

Son intervention (p. 151)

Proposition de loi n° 349 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [12 décembre 2007] (p. 5300)

Son intervention (p. 5300)

Article 2 (institution de contrôles techniques obligatoires par des organismes agréés par l'Etat)

Ses interventions (p. 5301 et s.)

Après l'article 2 bis

Intervient sur l'ad t n° 26 de la commission (rapport annuel au Parlement sur l'accidentologie lors des fêtes foraines et dans les parcs d'attraction) (p. 5304)

Débat sur le pouvoir d'achat

[13 décembre 2007] (p. 5311)

Son intervention (p. 5321)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 5321)

Entreprises : petites et moyennes entreprises (p. 5321)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'ad t n° 35 de M. François Brottes (retour de droit au tarif réglementé du gaz et de l'électricité pour les personnes succédant dans un logement à une personne ayant opté pour le tarif libre) (p. 5483)

Après l'article 2

Son amendement n° 87 (relèvement à 250 du nombre maximal de salariés permettant aux dirigeants d'entreprises de bénéficier des dispositifs d'intéressement) (p. 5547) : retiré (p. 5550)

Son amendement n° 93 rectifié (modalités d'application du dispositif de participation dans les entreprises de moins de 50 salariés) (p. 5547) : retiré (p. 5550) ; repris par M. Jean-Pierre Balligand (p. 5550)

Son amendement n° 88 (ouverture aux dirigeants des entreprises de moins de 50 salariés du dispositif de participation) (p. 5547) : retiré (p. 5550)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Intervient sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 636)

Thème :

Constitution (p. 637)

Discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 653)

Article 1er (suppression de la réserve de nationalité du capitaine et de son second à bord des navires français)

Son intervention (p. 654)

Proposition de loi n° 737 visant à donner un logement adapté à chacun et abordable à tous

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1025)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 1031)

Thèmes :

Impôt sur le revenu : réduction d'impôt au titre des investissements immobiliers locatifs neufs (p. 1032)

Logement : cautionnement (p. 1032)

Logement : construction (p. 1031 et s.)

Logement : aides et prêts : accession à la propriété (p. 1032)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [1^{er} avril 2008] (p. 1068) ; [2 avril 2008] (p. 1139)

Ses interventions en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 1075, 1145)

Thèmes :

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : lutte contre la faim (p. 1078)

Agriculture : organismes génétiquement modifiés (OGM) : transparence (p. 1075)

Bioéthique : brevets (p. 1076)

Droit pénal : délit de fauchage (p. 1075)

Environnement : Grenelle de l'environnement (p. 1075)

Environnement : principe de précaution (p. 1075)

Parlement : groupes de pression (p. 1075, 1145)

Pharmacie et médicaments : organismes génétiquement modifiés (OGM) (p. 1076, 1146)

Recherche : biotechnologies : budget (p. 1076)

Recherche : Haut conseil des biotechnologies (p. 1075)

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1er (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Arnaud Montebourg (cf supra) (p. 1164)

Ses interventions (p. 1178, 1221, 1235)

Avant l'article 2

Intervient sur l'ad n° 382 de M. Jean-Yves Le Déaut (p. 1244)

Article 2 (Haut conseil des biotechnologies)

Ses interventions (p. 1255 et s., 1272 et s., 1286 et s.)

Après l'article 6

Intervient sur l'ad n° 415 de Mme Corinne Erhel (impossibilité de délivrance d'une appellation d'origine contrôlée pour tout produit ayant bénéficié de l'apport d'OGM) (p. 1315)

Après l'article 7

Intervient sur l'ad n° 418 de M. Germinal Peiro (étiquetage des produits ou sous produits composés en tout ou partie d'OGM, y compris les produits ou sous produits d'animaux) (p. 1322)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Ses interventions (p. 1338 et s.)

Article 9 (dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés)

Ses interventions (p. 1437 et s.)

Après l'article 14

Intervient sur l'ad n° 7 de M. Louis Giscard d'Estaing (interdiction de mise en culture d'OGM dans l'aire géographique d'une appellation d'origine contrôlée pour la fabrication du produit bénéficiant de cette appellation) (p. 1444)

Son intervention (p. 1445)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [2 juin 2008] (p. 2735, 2765) ; [3 juin 2008] (p. 2843, 2863) ; [4 juin 2008] (p. 2904)

Son intervention en qualité de président de la commission des affaires économiques (p. 2748)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 2886)

Intervient sur les rappels au règlement de M. François Brottes (cf supra) [4 juin 2008] (p. 2863 et 2866)

Thèmes :

Assemblée nationale : commission de la production et des échanges (p. 2887)

Banques et établissements financiers : livret A (p. 2749)

Commerce et artisanat : conditions de vente (p. 2749)

Commerce et artisanat : autorisations d'ouverture (p. 2749)

Commerce et artisanat : fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) (p. 2749)

Entreprises : délais de paiement (p. 2749)

Logement : logement social : financement (p. 2749)

Politique économique : Autorité de la concurrence (p. 2750 et s.)

Urbanisme : droit de préemption : communes (p. 2749)

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Ses interventions (p. 3333, 3423, 3447, 3450)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 731 de M. Daniel Paul (p. 2910)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 141 rectifié de la commission (p. 2933)

Article 2 (extension du rescrit social)

Son intervention (p. 2940)

Article 3 (dispense d'immatriculation pour les petites activités commerciales et artisanales en cumul d'activité salarié)

Son intervention (p. 2948)

Article 4 (assouplissement des conditions d'utilisation des locaux d'habitation comme locaux professionnels)

Ses interventions (p. 2957 et s.)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Son intervention (p. 2982)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 1223 de M. Joël Giraud (p. 3025)

Après l'article 13

Demande la réserve au nom de la commission de l'examen du titre II de l'article additionnel avant l'article 21 à l'article additionnel après l'article 28 après l'examen du titre V (p. 3036)

Article 29 (équipement des immeubles pour le très haut débit)

Ses interventions (p. 3083 et s., 3095 et s.)

Après l'article 33

Intervient sur l'adt n° 524 de M. Christian Jacob (rapport au Parlement sur les modalités de l'extension du statut de conjoint collaborateur aux personnes qui vivent en concubinage avec un chef d'entreprise ou qui lui sont liées par un PACS) (p. 3194)

Intervient sur l'adt n° 521 de M. Christian Jacob (étude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat) (p. 3201)

Après l'article 37

Intervient sur l'adt n° 754 de M. Frédéric Lefebvre (assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3218)

Article 38 (création de la Haute autorité de la statistique)

Son intervention (p. 3230)

Après l'article 44

Intervient sur l'adt n° 1562 de la commission (prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 3313)

Avant l'article 21

Intervient sur l'adt n° 1033 précédemment réservé de M. Arnaud Montebourg (action de groupe) (p. 3327)

Intervient sur l'adt n° 1041 précédemment réservé de M. Daniel Paul (action de groupe) (p. 3327)

Intervient sur l'adt n° 1300 précédemment réservé de M. Jean Dionis du Séjour (p. 3327)

Intervient sur l'adt n° 204 rectifié précédemment réservé de M. Frédéric Lefebvre (p. 3327)

Intervient sur l'adt n° 351 précédemment réservé de la commission (rapport au Parlement sur les modalités de l'extension du statut de conjoint collaborateur aux personnes qui vivent en concubinage avec un chef d'entreprise ou qui lui sont liées par un PACS) (p. 3327)

Intervient sur les adts n°s 773 rectifié, 774 rectifié, 775 rectifié et 802 précédemment réservés de M. André Chassaing (p. 3333)

Après l'article 22

Intervient sur l'adt n° 1071 rectifié précédemment réservé de M. Jean Gaubert (interdiction pour une centrale d'achat de détenir plus de 30 % des parts de marché des produits qu'elle distribue) (p. 3423)

Après l'article 23

Ses amendements n°s 761 et 762 précédemment réservés : retirés (p. 3434)

Après l'article 26

Son sous-amendement n° 1559 précédemment réservé (suppression de la limitation aux seuls centres villes)

à l'adt n° 1495 précédemment réservé du Gouvernement (préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 3450) : adopté (p. 3451)

Article 27 précédemment réservé (réforme de l'urbanisme commercial)

Ses interventions (p. 3457, 3469)

Son amendement n° 635 rectifié : adopté (p. 3469)

Projet de loi n° 907 portant réforme portuaire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juin 2008] (p. 3510, 3541)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 3549)

Thèmes :

Transports par eau : manutention portuaire : réforme (p. 3550)

Transports par eau : ports maritimes : gouvernance (p. 3550)

Projet de loi n° 916 relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 juin 2008] (p. 3743, 3753) ; [25 juin 2008] (p. 3784)

Article 1^{er} (prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement)

Son intervention (p. 3788)

Article 13 (évaluation des incidences sur Natura 2000)

Son intervention (p. 3809)

Après l'article 13

Intervient sur le sous-adt n° 195 deuxième rectification de Mme Delphine Batho (dans l'alinéa 7, remplacer "notamment des effets nocifs pour la santé publique et l'environnement" par "et des risques pour l'environnement et la santé publique") à l'adt n° 190 du Gouvernement (p. 3815)

Intervient sur le sous-adt n° 196 de Mme Marylise Lebranchu (dans l'alinéa 11, remplacer "le lieu" par "localisation parcellaire") à l'adt n° 190 du Gouvernement (p. 3815)

Projet de loi de règlement n° 917 des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007

PREMIÈRE LECTURE

« LOGEMENT OUTRE-MER »

Annexes au compte rendu intégral [30 juin 2008] (p. 4014) :

- *Réunion de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire du 18 juin 2008*

Ses interventions (p. 4014 et s.)

Projet de loi n° 1096 en faveur des revenus du travail

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [22 septembre 2008] (p. 4924, 4943) ; [23 septembre 2008] (p. 4977)

Sa présentation de l'avis de la commission des affaires économiques (p. 4930)

Thèmes :

Entreprises : intéressement et participation (p. 4930 et s.)

Entreprises : petites et moyennes entreprises : très petites entreprises (TPE) (p. 4930)

Secteur public : entreprises publiques : participation (p. 4931)

Discussion des articles [23 septembre 2008] (p. 4978) ; [24 septembre 2008] (p. 5043, 5063, 5093) [25 septembre 2008] (p. 5114)

Avant l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 38 de la commission des affaires économiques (insertion du "Dividende du travail" dans le code du travail) (p. 4978)

Article 1er (crédit d'impôt au profit des entreprises concluant un accord d'intéressement – Versement d'une prime exceptionnelle d'intéressement)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert (cf supra) (p. 4997)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Christian Eckert (cf supra) (p. 5005)

Après l'article 1er

Intervient sur l'adt n° 1786 de M. Frédéric Lefebvre (rémunérations complémentaires des dirigeants subordonnées à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5015)

Intervient sur l'adt n° 6 de la commission des finances (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5015)

Intervient sur les adts identiques n°s 1344 à 1365 rectifié de M. Christian Eckert (attribution de stock-options aux dirigeants subordonnée à l'existence d'un accord d'intéressement bénéficiant aux salariés) (p. 5015)

Après l'article 2

Intervient sur les adts identiques n°s 474 à 494 de M. Christian Eckert (examen de l'évolution du montant moyen des primes distribuées au titre de l'intéressement lors de la négociation salariale de branche) (p. 5087)

Intervient sur l'adt n° 40 de la commission des affaires économique (participation dans les entreprises et établissements publics et leurs filiales) (p. 5096)

Intervient sur l'adt n° 27 de la commission (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5104 et s.)

Intervient sur l'adt n° 41 de la commission des affaires économiques (participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints dans les entreprises de moins de cinquante salariés et dans celles de moins de cent salariés ayant mis en place un accord de participation dérogatoire sur les excédents de la réserve spéciale de participation) (p. 5104 et s.)

Intervient sur le sous-adt n° 1819 de M. François Cornut-Gentille (dispositif relatif à la réserve spéciale de participation prévu pour les entreprises de moins de cent salariés étendu à celles de moins de deux cent salariés) à l'adt n° 27 de la commission (p. 5105)

Intervient sur l'adt n° 39 rectifié de la commission des affaires économiques (extension de la participation des chefs d'entreprise et de leurs conjoints aux entreprises de 101 à 250 salariés) (p. 5114)

Intervient sur l'adt n° 42 de la commission des affaires économiques (simplification des conditions de modification des plans d'épargne interentreprises) (p. 5114)

Intervient sur le sous-adt n° 1813 de M. Christian Eckert (seuil porté à 150 salariés) à l'adt n° 39 rectifié de la commission des affaires économiques (p. 5115)